



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 21 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1971

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
14

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 773. Περί κυρώσεως της μακροπροθέσμου εμπορικής συμφωνίας μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της 'Ομοσπονδίου Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας ως και του πρώτου Προσθέτου Πρωτοκόλλου εις την ως άνω Συμφωνίαν. 1

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Περί συμβάσεως μεταξύ του 'Ελληνικού Δημοσίου και της 'Εταιρείας «'Αγγελος Ν. Παπαδόκης Ανώνυμος 'Εταιρεία — Ξενοδοχειακή και Τουριστική 'Επιχειρήσεις» δια την ανέγερσιν εις Νέαν Μάκρην 'Αττικής Ξενοδοχειακού συγκροτήματος Α' τάξεως, δυναμικότητος 1.252 κλινών. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 773

Περί κυρώσεως της μακροπροθέσμου εμπορικής συμφωνίας μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της 'Ομοσπονδίου Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας ως και του πρώτου Προσθέτου Πρωτοκόλλου εις την ως άνω Συμφωνίαν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει του 'Ημετέρου 'Υπουργικού Συμβουλίου, άπεφασίσαμεν και διατάσσομεν.

“Αρθρον μόνον.

Κυροῦται και ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἀπὸ 28-9-1966 ὑπογραφείσα ἐν Βελιγραδίου Μακροπρόθεσμος 'Εμπορική Συμφωνία μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της 'Ομοσπονδίου Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας, τὸ πρῶτον Πρόσθετον Πρωτόκολλον εἰς τὴν ως ἄνω συμφωνίαν τῆς 28-9-1966 ὡς καὶ αἱ ὑπὸ τὴν αὐτὴν ἡμερομηνίαν ἀνταλλαγεῖσαι ἐπιστολαὶ τῶν Προέδρων τῶν ἀντιπροσωπειῶν.

Τὸ κείμενον τῶν κυρουμένων ὡς ἄνω ἀντιγράφων ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν 'Ελληνικὴν.

‘Εν ‘Αθήναις τῇ 19 Δεκεμβρίου 1970

‘Εν ‘Ονόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΓΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΤΚΑΛΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΝΙΚΗΤ. ΣΙΩΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΖΑΠΠΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΗΡΑΙΟΣ, ΠΑΤΑ. ΜΑΝΩΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

‘Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

‘Εν ‘Αθήναις τῇ 23 Δεκεμβρίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

Accord Commercial a long terme entre le Royaume de Grece et la République Socialiste Federative de Yougoslavie

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, animés du désir de créer des conditions stables au développement de la coopération économique entre les deux pays, en vue de favoriser au maximum leurs échanges commerciaux, sont convenus de ce qui suit :

Article I.

Les Parties contractantes s'accorderont un traitement aussi favorable que possible, conformément à la réglementation en vigueur dans chacun de deux pays et prendront toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter et de développer au maximum leurs échanges commerciaux.

Article II.

Les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer dans leur commerce réciproque les dispositions et les procédures prévues par l'Accord général sur le tarifs douaniers et le commerce dont les deux pays font partie.

Article III.

Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par l'une des parties contractantes à un produit originaire ou à destination de tout autre pays, seront immédiatement et sans condition étendus à à tout produit similaire originaire ou à destination de l'autre Partie contractante. Cette disposition concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation, le mode de perception de ces droits et impositions, l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations.

Article IV.

Les dispositions de l'article III du présent Accord ne s'appliquent pas aux avantages, faveurs, privilèges ou immunités que l'une de deux Parties contractantes accorde ou accordera :

a) aux états limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier;

b) à l'état faisant partie d'une union douanière ou d'une zone de libre échange avec la Partie contractante.

Article V.

La nationalité et la jauge des navires de la marine

et d'autre, reconnues d'après le pavillon et les documents et certificats délivrés par les autorités compétentes des états respectifs.

Les navires de la marine marchande, de chacune des Parties contractantes, avec leurs cargaisons, bénéficieront du traitement national, en ce qui concerne l'entrée et la sortie de tous les ports, localités et eaux de l'autre Partie contractante, ouverts au commerce extérieur et à la navigation. Dans ces ports, localités et eaux, ces navires et leurs cargaisons jouiront à tous les points de vue du traitement national.

Les navires de la marine marchande de chacune des parties contractantes, bénéficieront, sur le territoire de l'autre partie contractante, du droit de navigation d'un port ouvert à l'autre, soit qu'ils déchargent la totalité ou une partie seulement de leurs cargaisons ou passagers en provenance de l'étranger, soit qu'ils chargent la totalité ou une partie seulement de leurs cargaisons ou passagers se rendant à l'étranger.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au cabotage.

Article VI.

Le règlement des paiements découlant des échanges commerciaux s'effectuera en conformité aux dispositions de l'accord de paiement en vigueur entre les deux pays.

Article VII.

Le Comité mixte prévu à l'article IV du Protocole concernant la collaboration économique et l'assistance technique du 11 septembre 1956 et à l'Accord du 18 juin 1959 concernant le Statut de ce Comité, sera aussi chargé de l'application du présent Accord et fera toute proposition visant à améliorer les relations commerciales entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Article VIII.

Le présent Accord est valable pour une période de cinq ans, à compter de la date de son entrée en vigueur. Après l'expiration de la période de cinq ans, faute d'être dénoncé par l'une des Parties contractantes trois mois avant son expiration, il sera tacitement prolongé d'année en année, chacune des Parties contractantes conservant la faculté de notifier par un réquis écrit de trois mois avant l'expiration d'un quelconque des délais annuels, à l'autre Partie contractante son intention de mettre fin à sa validité.

Article IX.

Le présent Accord remplace, en ce qui concerne les échanges commerciaux, l'Accord sur la coopération économique et les échanges commerciaux à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 1er octobre 1960.

Article X.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur au jour de l'échanges des instruments de ratification qui aura lieu à Athènes.

Fait à Beograd, le 28 septembre 1966 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

Georges Contogeorgis Dr. Petar Tomic

PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL

à l'Accord Commercial à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Le Comité mixte prévu à l'article VII de l'Accord Commercial à long terme entre le Royaume de Grèce et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie,

signé à Beograd, le 28 septembre 1966, s'est réuni à Zagreb et à Beograd du 14 au 28 septembre 1966.

Les deux délégations du Comité sont convenues de ce qui suit :

Article premier

A partir du 1er octobre 1966 jusqu'au 30 septembre 1967 les échanges commerciaux entre les deux pays seront facilités, entre autre, et dans le cadre des marchandises et contingents suivants :

A. Liste des Exportations Yougoslaves :

Marchandises :	Quantité en tonnes	Valeur en 000\$
I. Produits agricoles et d'élevages, dont :		
— Bovins et viande de boeuf	15.000	
— Menu bétail et viande de menu bétail	13.000	
— Bétail d'élevage *		500

Marchandises	Quantité en tonnes	Valeur en 000\$
— Viande de porc	1.000	
— Fromage	2.000	
— Sucre	P. M.	
— Autres produits agricoles		500

II. Produits de l'industrie du bois et du papier, dont :

— Bois et produits de bois	3.500
— Produits de l'industrie du papier	250

III. Métaux, machines, véhicules et divers produits industriels, dont :

— Equipement : machines pour l'industrie, machines agricoles, machines outils	10.000
---	--------

— Transformateurs, générateurs et unités Diesel d'une puissance supérieure à 20 chevaux, matériel de télécommunication

— Véhicules : tracteurs, automobiles, autobus, camions, motocuclettes et autres

— Matériel électrique : appareils électriques de ménage, électromoteurs, câbles et autres

— Divers produits et articles en fer, en acier et en autres métaux.

IV. Produits chimiques et pharmaceutiques

V. Tissus de coton	400
— Autres tissus et articles textiles	300

VI. Articles en céramique et en porcelaine; carreaux de revêtement des murs, articles sanitaires etc.

VII. Autres produits industriels	800
----------------------------------	-----

B. LISTE DES EXPORTATIONS HELLENIQUES

Marchandises	Quantité en tonnes	Valeur en 000\$
I. Produits agricoles et d'élevage, dont :		
— Coton	8.000	
— Déchet de coton et linters	2.000	
— Peaux brutes de menu bétail		3.000
— Agrumes		3.500
— Pommes		800
— Raisins secs		700
— Olives		300
— Huile d'olive		400
— Riz		P. M.
— Boissons alcooliques		100
— Autres produits agricoles		100
II. Minerais		
— Minerais de chrome	10.000	
— Minerais de manganèse	10.000	

* l'importation sera réalisée à condition que le bétail soit accompagné des certificats officiels garantissant la lignée génétique pedigree.

Marchandises	Quantité en tonnes	Valeur en 000 £
— Caolin	6.000	
— Amiante	1.000	
III. Produits industriels		
a) Produits sidérurgiques laminés et étirés, dont :	30.000	
— Tôles de fer, y compris tôles décapées		
— Autres produits en fer, en acier et en fonte		
b) Aluminium		P. M.
c) Matériel électrique : appareils élec- triques de ménage, câbles, réfrigérateurs etc.		800
d) Divers produits en métaux (lames à raser, coutellerie, appareils pour l'usa- ge domestique, poêles, réchauds à pétrol, articles de robinetterie etc).		1 000
e) Colophane	1.000	
f) Ciment	70.000	
g) Camions légers agricoles (Farmobil)		200
h) Pneux et chambre à air		800
i) Tubes de polivinillium		300
j) Autres produits en matière plastique		100
k) Matériel d'isolation (simac)	500	
l) Textile (fils de coton et de laine, tissus de coton et de laine, tissus synthé- tiques et tissus élastiques etc).		3.200
m) Produits chimiques et pharmaceu- tiques		1.500
n) Colle de semance de caroubes (ma- nogal, etc).		200
o) Papiers divers		200
p) Produits de l'industrie alimentaire (jus de fruits, etc).		500
r) Polystyrène		200
s) Souffre en poudre	7.000	
t) Articles en céramique et en porce- laine : carreaux de revêtement des murs, articles sanitaires etc.		200
u) Autres produits industriels		500

Article 2.

Les deux Gouvernements autoriseront l'importation et l'exportation des marchandises mentionnées dans les listes ci-haut au cas où cette autorisation est nécessaire selon la législation en application dans les deux pays et au moins jusqu'à la quantité ou la valeur indiquée.

Il reste entendu que les listes ne sont pas limitatives de sorte que les autres marchandises peuvent être objet de l'échange réciproque entre les deux pays, ainsi que les quantités ou les valeurs au delà de celles indiquées.

Article 3.

Il est aussi entendu que les marchandises importées dans chacun de deux pays seront destinées à la consommation intérieure du pays à moins que les autorités compétentes ne s'entendent autrement.

Article 4.

Le présent Protocole, faisant partie intégrante de l'Accord Commercial à long terme du 28 septembre 1966 entrera en vigueur au jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Athènes.

Fait à Beograd, le 28 septembre 1966 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
Georges Contogeorgis

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

Dr. Petar Tomic

Président de la Délégation
Yougoslave

Beograd, le 28 septembre 1966

Monsieur le Président,

Au cours de négociations qui ont abouti à la signature, en date de ce jour, de l'Accord Commercial à long terme, les deux parties contractantes se sont mises d'accord que l'Accord de paiements entre la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et le Royaume de Grèce, du 28 février 1953, restera en vigueur pour la même période de cinq ans, que l'Accord Commercial à long terme signé en date de ce jour.

Toutefois, les deux Parties contractantes pourront d'un commun accord, à tout moment, au cours de la validité de l'Accord susmentionné examiner la possibilité de sa modification ou du changement du système des paiements.

Etant donné que les deux Parties contractantes sont membres du Fond Monétaire International, elles sont d'accord de procéder déjà au cours de la première année à l'examen de la possibilité et de l'avantage de passer au régime des paiements en monnaie convertible.

La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord de paiements ci-haut mentionné.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Monsieur Dr. Petar Tomic
Georges Contogeorgis Président de la
Président de la Délégation Délégation Yougoslave
Hellénique

Président de la Délégation
Hellénique

Beograd, le 28 septembre 1966

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, en date de ce jour, ainsi conçue :

«Au cours des négociations qui ont abouti à la signature, en date de ce jour, de l'Accord Commercial à long terme, les deux parties contractantes se sont mises d'accord que l'Accord de paiements entre la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et le Royaume de Grèce, du 28 février 1953, restera en vigueur pour la même période de cinq ans, que l'Accord Commercial à long terme signé en date de ce jour.

Toutefois, les deux Parties contractantes pourront d'un commun accord, à tout moment, au cours de la validité de l'Accord susmentionné examiner la possibilité de sa modification ou du changement du système paiements.

Etant donné que les deux Parties contractantes sont membres du Fond Monétaire International, elles sont d'accord de procéder déjà au cours de la première année à l'examen de la possibilité et de l'avantage de passer au régime des paiements en monnaie convertible.

La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord de paiements ci-haut mentionné.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

En réponse, j'ai l'honneur de vous communiquer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Monsieur Georges Contogeorgis
Dr. Petar Tomic Président de la
Président de la Délégation Délégation Hellénique
Yougoslave

Μακροχρόνιος έμπορικη συμφωνία μεταξύ του Βασιλείου της Ελλάδος και της Ομοσπονδιακής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας.

Η Κυβέρνησις του Βασιλείου της Ελλάδος και η Κυβέρνησις της Ομοσπονδιακής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας, διαπνεόμεναι εκ της επιθυμίας όπως δημιουργήσουν σταθερούς όρους ανάπτυξεως της οικονομικής συνεργασίας μεταξύ των δύο χωρών επί τῷ τέλει δημιουργίας των πλέον ευνόικων συνθηκών ανάπτυξεως των μεταξύ αὐτῶν έμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θέλουν παράσχει εἰς ἄλληλα τὴν εὐμενεστέραν δυνατὴν μεταχείρισιν, συμφώνως πρὸς τοὺς εἰς ἑκατέραν τῶν δύο χωρῶν ἰσχύοντας κανονισμοὺς καὶ θέλουν λάβει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν καὶ ἀνάπτυξιν εἰς τὸ ἐπαχρον τῶν έμπορικῶν αὐτῶν ἀνταλλαγῶν.

Ἄρθρον 2.

Τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως τηροῦν εἰς τὸ μεταξύ αὐτῶν ἐμπόριον τὰς διατάξεις καὶ τὰς διαδικασίας τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου, ἥς μετέχουν αἱ δύο χώραι.

Ἄρθρον 3.

Πᾶν ὄφελος εὐνοια, προνόμιον ἢ ἀσυλία παραχωρούμενον ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς προτὶν τι προερχόμενον ἢ προοριζόμενον διὰ πᾶν ἕτερον κράτος θὰ ἐπεκτείνεται ἀμέσως καὶ ἀνευ ὅρου τινος ἐπὶ παντὸς παρομοίου προϊόντος προερχομένου ἢ προοριζομένου διὰ τὸ ἕτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν. Ἡ διάταξις αὕτη ἀφορᾷ εἰς τὰ τελωνειακὰ δικαιώματα καὶ εἰς τὰ πάσης φύσεως τέλη τὰ ἐπιβαλλόμενα κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν εἰς τὸν τρόπον ἐπιβολῆς καὶ εἰσπράξεως τῶν εἰρημένων τελῶν καὶ δικαιωμάτων, εἰς τὸ σύνολον τῶν κανονισμῶν καὶ διατυπώσεων τῶν ἀφορούντων εἰς τὰς εἰσαγωγὰς ἢ τὰς ἐξαγωγὰς.

Ἄρθρον 4.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τῆς παρούσης συμφωνίας δὲν ἰσχύουν διὰ τὰ ὀφέλη, εὐνοίας, προνόμια ἢ ἀσυλίας, ἅτινας τὸ ἐν τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν παραχωρεῖ ἢ θέλει παραχωρήσει: α) Εἰς τὰ ὅμορα κράτη πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ μεθοριακοῦ ἐμπορίου, β) εἰς Κράτος τι μέλος Τελωνειακῆς Ἐνώσεως ἢ Ζώνης Ἐλευθέρων Συναλλαγῶν εἰς ἣν μετέχει τὸ συμβαλλόμενον μέρος.

Ἄρθρον 5.

Ἡ ἐθνικότης καὶ ἡ χωρητικότης τῶν έμπορικῶν σκαφῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν θὰ ἀναγνωρίζωνται, ἀμφοτέρωθεν ἐκ τῆς σημαίας καὶ τῶν ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐκδιδομένων ἀντιστοίχως ἐγγράφων καὶ πιστοποιητικῶν.

Τὰ έμπορικὰ σκάφη ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν μετὰ τοῦ φορτίου τῶν θέλουνσιν ἀπολαύει ἐθνικῆς μεταχειρίσεως ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν εἴσοδον καὶ ἐξοδον αὐτῶν ἐξ ὅλων τῶν ἀνοικτῶν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν ἐμπόριον καὶ τὴν ναυσίπλοϊαν λιμένων, περιοχῶν καὶ ὑδάτων τῆς ἀντισυμβαλλομένης χώρας. Ἐκτὸς τῶν ἐν λόγῳ λιμένων, περιοχῶν καὶ ὑδάτων, τὰ εἰρημένα σκάφη καὶ τὰ φορτία αὐτῶν θέλουνσιν ἀπολαύει πλήρους ἐθνικῆς μεταχειρίσεως.

Τὰ έμπορικὰ σκάφη ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, θέλουνσιν ἀπολαύει ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἀντισυμβαλλομένου μέρους τῶν δικαιωμάτων ναυσίπλοϊας ἐξ ἐνὸς ἀνοικτοῦ λιμένος εἰς ἕτερον εἴτε ταῦτα ἐκφορτώνουσι τὸ ὅλον

ἢ μέρος μόνον τοῦ φορτίου τῶν ἢ ἐπιβάτας ἀλλοδαπῆς προελεύσεως εἴτε φορτώνουσι τὸ ὅλον ἢ μέρος τοῦ φορτίου τῶν ἢ ἐπιβάτας προοριζομένους διὰ τὴν ἀλλοδαπήν. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἰσχύουσι προκειμένου περὶ ἀκτοπλοίας.

Ἄρθρον 6.

Ὁ διακανονισμὸς τῶν ἐξ έμπορικῶν ἀνταλλαγῶν ἀπορροεῶν πληρωμῶν θέλει διενεργεῖται συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τῆς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν ὕφισταμένης συμφωνίας πληρωμῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 11.9.1956 Πρωτοκόλλου περὶ Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ Τεχνικῆς Βοηθείας καὶ ἡ ἐν τῇ ἀπὸ 18.6.1959 Συμφωνία περὶ τοῦ καθεστῶτος τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης, προβλεπομένη Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θέλει ὡσαύτως ἐπιφορτισθῇ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ θέλει προβαίνει εἰς πᾶσαν πρότασιν ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν βελτίωσιν τῶν μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας έμπορικῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παρούσα συμφωνία ἰσχύει διὰ περίοδον πέντε ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεώς της ἐν ἰσχύϊ. Μετὰ τὴν λήξιν τῆς περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν, ἐὰν δὲν χωρήσῃ καταγγελία αὐτῆς ὑπὸ ἑκατέρων τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος της, αὕτη θέλει παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἐτοὺς εἰς ἔτος, ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν διατηροῦντος τὴν εὐχέρειαν ὅπως γνωρίζῃ εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος, διὰ γραπτῆς προαγγελίας τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως οἰασδήποτε τῶν ἐτησίων σιωπηρῶν παρατάσεων τῆς συμφωνίας τὴν πρόθεσιν τοῦ ὅπως θέσῃ τέρμα εἰς τὴν ἰσχύϊν ταύτης.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παρούσα συμφωνία ἀντικαθιστᾷ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς έμπορικὰς ἀνταλλαγὰς, τὴν ἀπὸ 1.10.1960 ὕφισταμένην μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας μακροπρόθεσμον συμφωνίαν οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶ έμπορικῶν ἀνταλλαγῶν.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παρούσα συμφωνία θέλει ἐπικυρωθῇ καὶ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν κυρωτικῶν ὀργάνων ἧτις θέλει λάβει χώραν ἐν Ἀθήναις.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966 εἰς διπλοῦν εἰς Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος Δ.α τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς Ομοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας
ΕΜ. ΚΟΘΡΗΣ Ν. DZUVEROVIC

ΠΡΩΤΟΝ ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος καὶ τῆς Ομοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν.

Ἡ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 7 τῆς ὑπογραφείσης ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966 μακροπρόθεσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ελλάδος καὶ τῆς Ομοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας προβλεπομένη Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνῆλθεν εἰς Ζάγκρεμπ καὶ εἰς Βελιγράδιον ἀπὸ 14ης μέχρι 28ης Σεπτεμβρίου 1966.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Ἐπιτροπῆς συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἀπὸ 1ης Ὀκτωβρίου 1966 καὶ μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1967 αἱ έμπορικαὶ ἀνταλλαγαὶ μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ τύχουν διευκολύνσεων, μεταξύ ἄλλων καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν κάτωθι έμπορευμάτων καὶ ποσοστῶσεων:

Α) Πίναξ τῶν Γιουγκοσλαβικῶν ἐξαγωγῶν.

Ἐμπορεύματα	Ποσότης εἰς Ἀξία εἰς τόνους 000 δολ.	Ἐμπορεύματα
I) Προϊόντα γεωργικὰ καὶ κτηνο- τροφικὰ ἐξ ὧν :		περιλαμβανομένων καὶ τῶν λειασμέ- νων στιλβωμένων) σιδηροφύλλων.
Βοοειδῆ καὶ κρέας βοῶς	15.000	— Ἔτερα προϊόντα ἐκ σιδήρου χά- λυβος καὶ χυτοσιδήρου.
Μικρὰ κτήνη καὶ κρέας μικρῶν κτηνῶν	13.000	β) Ἀλουμίνιον
Κτήνη Ζωοκομίας(*)	500	γ) Ἡλεκτρολογικὸν ὕλικόν: ἡλε- κτρικαὶ οἰκιακαὶ συσκευαί, καλώδια, ψυγεῖα κ.λπ.
Χοιρινὰ κρέατα	1.000	δ) Διάφορα προϊόντα ἐκ μετάλ- λου: ξυριστικά λεπίδες, κουταλο- μαχαιροπήρουνα, συσκευαί οἰκιακῆς χρήσεως, θερμάστραι, γκαζιέρες πετρελαίου, εἶδη κρουνοποιίας κ.λπ.
Τυρὸς	2.000	ε) Κολοφώνιον
Ζάχαρις	P.M.	ζ) Τσιμέντον
Ἔτερα γεωργικὰ προϊόντα	500	η) Ἐλαφρὰ γεωργικὰ ὀχήματα (Farmobil)
II) Προϊόντα βιομηχανίας ξύλου καὶ χάρτου ἐξ ὧν :		θ) Ἐλαστικά καὶ ἀεροθάλαμι
Ξυλεία καὶ προϊόντα ἐκ ξύλου	3.500	ι) Σωλήναι ἐκ Polivinillium
Προϊόντα βιομηχανίας χάρτου	250	κ) Ἔτερα προϊόντα ἐκ πλαστι- κῆς ὕλης
III) Μεταλλεύματα, μηχαναί, ὀχή- ματα καὶ διάφορα βιομηχανικὰ προϊόντα 10.000 ἐξ ὧν :		λ) Μονωτικὸν ὕλικόν (Cimac)
Ἐξοπλισμός: Μηχαναὶ διὰ τὴν βιομηχανίαν, γεωργικὰ μηχανήματα, καὶ ἐργαλεῖα μηχανουργικά.		μ) Κλωστοῦφαντουργικά (νήματα ἐκ βάμβακος καὶ ἐρίου, ὑφάσματα ἐκ βάμβακος καὶ ἐξ ἐρίου, ὑφάσματα συνθετικά καὶ ἐξ ἐλαστικοῦ κ.λπ.)
Μετασχηματισταί, γεννήτριαι καὶ μηχαναὶ Diesel δυ- νάμειως ἀνωτέρας τῶν 20 ἵππων, ὕλικόν τηλεπικοινωνίας.		ν) Προϊόντα φαρμακευτικά καὶ χημικά
Ποσότης εἰς Ἀξία εἰς τόνους 000 δολ.		ξ) Κόλλα ἐκ ξυλοκόκκων (σπό- ρων ξυλοκεράτων Manogal κ.λπ.)
Ἐμπορεύματα		ο) Διάφορα εἶδη χάρτου
Ὀχήματα: ἐλκυστήρες (Τρακτέρ), αὐτοκίνητα, λεωφο- ρεῖα, φορτηγά, μοτοσυκλέττες καὶ ἔτερα.		π) Προϊόντα βιομηχανίας τροφι- μων (χυμοὶ φρούτων κ.λπ.)
Ἡλεκτρολογικὸν ὕλικόν, οἰκιακαὶ ἡλεκτρικαὶ συσκευαί, ἡλεκτροκινητήρες, καλώδια καὶ ἔτερα.		ρ) Πολυστερίνη
Προϊόντα διάφορα καὶ εἶδη ἐκ σιδήρου, χάλυβος καὶ ἐξ ἄλλων μετάλλων.		υ) Θεῖον εἰς κόνιν
IV) Χημικά καὶ φαρμακευτικά προϊόντα	2.000	φ) Εἶδη κεραμικῆς καὶ πορσελὰ- νης, πλακάκια ἐπενδύσεως τοίχων, εἶδη ὑγιεινῆς κ.λπ.
V) Βαμβακερὰ ὑφάσματα	400	χ) Ἔτερα βιομηχανικὰ προϊόντα
Ἔτερα ὑφάσματα καὶ ὑφαντουργικά εἶδη	300	
VI) Εἶδη κεραμικῆς καὶ πορσελάνης, πλακά- κια ἐπικαλύψεως τοίχων, εἶδη ὑγιεινῆς κ.λπ.	200	
VII) Ἔτερα βιομηχανικὰ προϊόντα	800	

Β) Πίναξ Ἑλληνικῶν Ἐξαγωγῶν.

Ἐμπορεύματα	Ποσότης εἰς Ἀξία εἰς τόνους 000 δολ.	Ἐμπορεύματα
I) Γεωργικὰ καὶ κτηνοτροφικὰ προῖ- όντα ἐξ ὧν :		
Βάμβαξ	8.000	
Ἀπορρίμματα βάμβακος καὶ χνοῦ- δες βάμβακος (Linters)	2.000	
Ἀκατέργαστα δέρματα μικρῶν κτηνῶν	3.000	
Ἐσπεριδοειδῆ	3.500	
Μῆλα	800	
Ξηρὸς σταφίδες	700	
Ἐλαῖαι	300	
Ἐλαιόλαδον	400	
Ὄρουζα	P.M.	
Οἰοπνευματώδη	100	
Ἔτερα γεωργικὰ προϊόντα	100	
II) Μεταλλεύματα :		
Μεταλλεύματα χρωμίου	10.000	
Μεταλλεύματα μαγγανίου	10.000	
Καολίνη	6.000	
Ἀμιάντος	1.000	
III) Βιομηχανικὰ προϊόντα :		
α) Προϊόντα ἐλατὰ καὶ ἐλκυστὰ ἐκ σιδήρου ἐξ ὧν	30.000	
— Σιδηρόφυλλα (λαμαρίνες) συμ-		

(*) Ἡ εἰσαγωγή θὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι
τὰ κτήνη θὰ συνοδεύωνται ὑπὸ ἐπισήμων πιστοποιητικῶν
ἐγκυωμένων τὴν καταγωγὴν των. (LIGNEE GENETI-
QUE PEDIGREE).

Ποσότης εἰς Ἀξία εἰς
τόνους 000 δολ.

Ἐμπορεύματα	Ποσότης εἰς Ἀξία εἰς τόνους 000 δολ.
περιλαμβανομένων καὶ τῶν λειασμέ- νων στιλβωμένων) σιδηροφύλλων.	
— Ἔτερα προϊόντα ἐκ σιδήρου χά- λυβος καὶ χυτοσιδήρου.	
β) Ἀλουμίνιον	
γ) Ἡλεκτρολογικὸν ὕλικόν: ἡλε- κτρικαὶ οἰκιακαὶ συσκευαί, καλώδια, ψυγεῖα κ.λπ.	800
δ) Διάφορα προϊόντα ἐκ μετάλ- λου: ξυριστικά λεπίδες, κουταλο- μαχαιροπήρουνα, συσκευαί οἰκιακῆς χρήσεως, θερμάστραι, γκαζιέρες πετρελαίου, εἶδη κρουνοποιίας κ.λπ.	1.000
ε) Κολοφώνιον	1.000
ζ) Τσιμέντον	70.000
η) Ἐλαφρὰ γεωργικὰ ὀχήματα (Farmobil)	200
θ) Ἐλαστικά καὶ ἀεροθάλαμι	800
ι) Σωλήναι ἐκ Polivinillium	300
κ) Ἔτερα προϊόντα ἐκ πλαστι- κῆς ὕλης	100
λ) Μονωτικὸν ὕλικόν (Cimac)	500
μ) Κλωστοῦφαντουργικά (νήματα ἐκ βάμβακος καὶ ἐρίου, ὑφάσματα ἐκ βάμβακος καὶ ἐξ ἐρίου, ὑφάσματα συνθετικά καὶ ἐξ ἐλαστικοῦ κ.λπ.)	3.200
ν) Προϊόντα φαρμακευτικά καὶ χημικά	1.500
ξ) Κόλλα ἐκ ξυλοκόκκων (σπό- ρων ξυλοκεράτων Manogal κ.λπ.)	200
ο) Διάφορα εἶδη χάρτου	200
π) Προϊόντα βιομηχανίας τροφι- μων (χυμοὶ φρούτων κ.λπ.)	500
ρ) Πολυστερίνη	200
υ) Θεῖον εἰς κόνιν	7.000
φ) Εἶδη κεραμικῆς καὶ πορσελὰ- νης, πλακάκια ἐπενδύσεως τοίχων, εἶδη ὑγιεινῆς κ.λπ.	200
χ) Ἔτερα βιομηχανικὰ προϊόντα	500

Ἄρθρον 2.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θέλουσι χορηγεῖ ἀδείας εἰσαγωγῆς
καὶ ἐξαγωγῆς διὰ τὰ εἰς τοὺς ὡς ἄνω πίνακας ἀναφερόμενα
ἐμπορεύματα εἰς τὴν περίπτωσιν τοιαύτη ἥδε ἀπαιτεῖται
ὑπὸ τῆς εἰς τὰς δύο χώρας ἐν ἰσχύϊ νομοθεσίας καὶ μέχρι
τῆς ἐν αὐτοῖς καθοριζομένης ποσότητος ἢ ἀξίας κατ' ἐλάχι-
στον ὅριον.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦν ὅτι οἱ ὡς ἄνω πίνακες
δὲν εἶναι περιοριστικοί. Δύνανται οὕτω νὰ ἀποτελέσουν ἀντι-
κείμενον ἀμοιβαίων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀνταλλαγῶν
ἔτερα ἐμπορεύματα ὡς καὶ ποσότητες ἢ ἀξίαι πέραν τῶν
ἀνωτέρω ὀριζομένων.

Ἄρθρον 3.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦν ὡσαύτως ὅτι τὰ εἰς
ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα θέλουσι
διατίθενται διὰ τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν τῆς χώρας ἐκτὸς
ἐναντίας συμφωνίας τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα
τῆς μακροπροθέσμου ἐμπορικῆς συμφωνίας τῆς 28ης Σε-
πτεμβρίου 1966 θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς
τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ἀθήναις.
Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966 εἰς
διπλοῦν εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς
Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝΤΟΓΙΩΡΓΗΣ DR. PETAR TOMIC

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΪΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Έν Βελιγραδίω τῇ 28 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Κατὰ τὴν διάρκεια τῶν διαπραγματεύσεων αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφὴν τῆς μακροχρονίου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν ὅτι ἡ μεταξὺ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος συμφωνία πληρωμῶν τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953 θέλει παραμείναι ἐν ἰσχύϊ διὰ τὴν αὐτὴν, ὡς καὶ ἡ ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφεῖσα μακροπρόθεσμος ἔμπορικὴ συμφωνία περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν.

Ὅχι ἤττον τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη θὰ δύνανται διὰ κοινῆς συμφωνίας, ὅποτεδήποτε κατὰ τὴν διάρκεια τῆς ἰσχύος τῆς προαναφερθείσης συμφωνίας, νὰ ἐξετάζουν τὴν δυνατότητα τῆς τροποποιήσεώς της, καὶ τῆς τροποποιήσεως τοῦ συστήματος πληρωμῶν.

Δοθέντος ὅτι ἀμφότερα τὰ συμβαλλόμενα μέρη εἶναι μέλη τοῦ Διεθνoῦς Νομισματικοῦ Ταμείου, συμφωνοῦν ὅπως προβοῦν ἤδη κατὰ τὴν διάρκεια τοῦ πρώτου ἔτους τῆς ἰσχύος τῆς συμφωνίας εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς δυνατότητος καὶ τῶν πλεονεκτημάτων μεταβάσεως εἰς τὸ καθεστὼς πληρωμῶν εἰς μετατρέψιμον νόμισμα.

Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς εἰρημένης συμφωνίας πληρωμῶν.

Παρακαλεῖσθε ὅπως, εὐαρεστούμενος, μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὸ συμφωνον τῆς ὑμετέρας Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.

Δέξασθε, Κύριε Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

DR. PETAR TOMIC
Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς
Ἀντιπροσωπείας

Κύριον Γεώργιον Κοντογιώργην

Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Έν Βελιγραδίω τῇ 28 Σεπτεμβρίου 1966

Κύριε Πρόεδρε,

Ἐχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑμετέρας ἐπιστολῆς ἣτις ἔχει ὡς ἐξῆς :

«Κατὰ τὴν διάρκεια τῶν διαπραγματεύσεων αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφὴν τῆς μακροχρονίου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συνεφώνησαν ὅτι ἡ μεταξὺ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος συμφωνία πληρωμῶν τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953 θέλει παραμείναι ἐν ἰσχύϊ διὰ τὴν αὐτὴν ὡς καὶ ἡ ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφεῖσα μακροπρόθεσμος ἔμπορικὴ συμφωνία περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν.

Ὅχι ἤττον τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη θὰ δύνανται διὰ κοινῆς συμφωνίας, ὅποτεδήποτε κατὰ τὴν διάρκεια τῆς ἰσχύος τῆς προαναφερθείσης συμφωνίας, νὰ ἐξετάζουν τὴν δυνατότητα τῆς τροποποιήσεώς της, καὶ τῆς τροποποιήσεως τοῦ συστήματος πληρωμῶν.

Δοθέντος ὅτι ἀμφότερα τὰ συμβαλλόμενα μέρη εἶναι μέλη τοῦ Διεθνoῦς Νομισματικοῦ Ταμείου, συμφωνοῦν ὅπως προβοῦν ἤδη κατὰ τὴν διάρκεια τοῦ πρώτου ἔτους τῆς ἰσχύος τῆς συμφωνίας εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς δυνατότητος καὶ τῶν πλεονεκτημάτων μεταβάσεως εἰς τὸ καθεστὼς πληρωμῶν εἰς μετατρέψιμον νόμισμα.

Ἡ παρούσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς εἰρημένης συμφωνίας πληρωμῶν.

Παρακαλεῖσθε ὅπως, εὐαρεστούμενος, μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὸ συμφωνον τῆς ὑμετέρας Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω».

Εἰς ἀπάντησιν ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὸ συμφωνον τῆς ἡμετέρας Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.

Δέξασθε, Κύριε Πρόεδρε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝΤΟΓΕΩΡΓΗΣ

Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

Κύριον DR. PETAR TOMIC

Πρόεδρον τῆς Γιουγκοσλαβικῆς

Ἀντιπροσωπείας

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(2)

Μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Ἑταιρείας «Ἀγγελοῦ Ν. Παπαδάκης Ἀνώνυμος Ἑταιρεία—Ξενοδοχειακαὶ καὶ Τουριστικαὶ Ἐπιχειρήσεις» διὰ τὴν ἀνέγερσιν εἰς Νέαν Μάκρην Ἀττικῆς ξενοδοχειακοῦ συγκροτήματος Α' τάξεως, δυναμικότητος 1.252 κλινῶν.

Ἐν Ἀθήναις τὴν 23ην τοῦ μηνὸς Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους 1970 μεταξὺ ἄφ' ἑνὸς τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου εκπροσωπούμενου ἐν προκειμένῳ δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθροῦ 4 τοῦ Ν. 4171/61, «περὶ λήψεως γενικῶν μέτρων διὰ τὴν ὑποβοήθησιν τῆς ἀναπτύξεως τῆς Οἰκονομίας τῆς Χώρας» ὑπὸ τῶν Ὑπουργῶν Ἀναπληρωτοῦ Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ Ἐμμανουὴλ Φθενάκη καὶ Οἰκονομικῶν Ἀδαμαντίου Ἀνδρουτσοπούλου, ἀπάντων κατοίκων Ἀθηνῶν καὶ ἄφ' ἑτέρου τῆς Ἑταιρείας «Ἀγγελοῦ Ν. Παπαδάκης Ἀνώνυμος Ἑταιρεία—Ξενοδοχειακαὶ καὶ Τουριστικαὶ Ἐπιχειρήσεις» νομίμως εκπροσωπούμενης ὑπὸ τοῦ Ἀντιπροέδρου τοῦ Δ. Σ. αὐτῆς Νικολάου Παπαδάκη καὶ τοῦ Ἰωσήφ Βαγιωνῆ, μέλους τοῦ Δ. Σ. δυνάμει τῆς ἀπὸ 21ης Δεκεμβρίου 1970 ληφθείσης ἐιδικῆς ἀποφάσεως τοῦ Δ. Σ. τῆς Ἑταιρείας ὡς τὸ συνημμένον τῇ παρούσῃ ἀπόσπασσα Πρακτικῶν, συνεφωνήθησαν, συνωμολογήθησαν καὶ ἐγένοντο ἀποδεκτὰ τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Οἱ Ὑπουργοὶ Συντονισμοῦ καὶ Οἰκονομικῶν λαβόντες ὑπ' ὄψιν : α) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 4171/61 «περὶ λήψεως γενικῶν μέτρων διὰ τὴν ὑποβοήθησιν τῆς ἀναπτύξεως τῆς Οἰκονομίας τῆς Χώρας», ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη ὑπὸ τοῦ Ν.Δ. 4256/62, β) τὰς ἀπὸ 26-1-70, 24-10-70 καὶ 3-11-70 αἰτήσεις τῆς Ἑταιρείας «Ἀγγελοῦ Ν. Παπαδάκης Ἀνώνυμος Ἑταιρεία—Ξενοδοχειακαὶ καὶ Τουριστικαὶ Ἐπιχειρήσεις» περὶ ὑπαγωγῆς εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 4171/61 νέας ἐπενδύσεώς της, ἀναφερομένης εἰς τὴν ἀνέγερσιν καὶ ἐκμετάλλευσιν ἐπὶ ἰδιοκτῆτου παραθαλασσίου οἰκοπέδου, ἐκτάσεως 57.000 τετρ. μέτρων περίπου, κειμένου εἰς θέσιν «Ζούμπερι» Νέας Μάκρης Ἀττικῆς, ξενοδοχειακοῦ συγκροτήματος Α' τάξεως δυναμικότητος 1.252 κλινῶν μετὰ τῶν σχετικῶν ἐγκαταστάσεων, συνολικῆς δαπάνης 229.522.000 δραχμῶν, μὴ συμπεριλαμβανομένης τῆς ἐκ δραχμῶν 40.200.000 ἀξίας τοῦ οἰκοπέδου, γ) τὴν ἀπὸ 2-10-70 συμφωνον διὰ τὴν κατάρτισιν τῆς παρούσης συμβάσεως γνωμοδότησιν τῆς Ἐπιτροπῆς τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ Ν. 4171/61, δ) τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἀρθροῦ 1 καὶ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθροῦ 4 τοῦ Ν. 4171/61, διαπιστοῦν ὅτι ἡ ὡς ἄνω ἐπένδυσις ὡς μέλλουσα νὰ υπερβῇ κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ ὡς ἄνω Νόμου τὸ ποσὸν τῶν 180.000.000 δραχμῶν, θὰ ἀνέλθῃ συμφώνως πρὸς τὴν αἴτησιν τῆς ἐνδιαφερομένης Ἑταιρείας εἰς τὸ ποσὸν τῶν 229.522.000 δραχμῶν—πληροῖ τὰς προϋποθέσεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ Ν. 4171/61 καὶ συνεπῶς ἐπ' αὐτῆς ἐφαρμόζονται ἅπασαι αἱ ἐιδικαὶ διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 1, 2, 3 καὶ 4 τοῦ Νόμου τούτου.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἐιδικῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 1, 2, 3 καὶ 4 τοῦ Νόμου 4171/61 δὲν ἀποκλείει τὴν ἐπὶ τῆς περὶ ἧς πρόκειται ἐπενδύσεως ἐφαρμογὴν καὶ τήσεως γενικῆς διατάξεως, ἣτις, ἐφ' ὅσον ἀναφέρεται εἰς τὰ διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως ρυθμιζόμενα θέματα θὰ ἔχῃ ἐφαρ-

μογήν μόνον εάν δημιουργή δια την πραγματοποιούσαν την επένδυσιν Εταιρείαν ευνοϊκώτερον καθεστώς.

2. Παρέχεται δια της παρούσης συμβάσεως εις την Εταιρείαν «Αγγελος Ν. Παπαδάκης Ανώνυμος Εταιρεία - Ξενοδοχειακά και Τουριστικά Επιχειρήσεις» ή Ψδεια πρὸς ἀνέγερσιν καὶ ἐκμετάλλευσιν ἐπὶ ἰδιοκτητοῦ παραθαλασίου οἰκοπέδου ἐκτάσεως 57.000 τετρ. μέτρων περίπου, κειμένου εἰς θέσιν «Ζούμπερι» Νέας Μάκρης Ἀττικῆς, ξενοδοχειακοῦ συγκροτήματος (Α' Τάξεως) ἀποτελουμένου α) ἐκ 13ωρόφου ξενοδοχείου, δυναμικότητος 672 κλινῶν, δαπάνης 90.850.000 δραχμῶν, β) ἐκ 5ωρόφου ξενοδοχείου, δυναμικότητος 120 κλινῶν, δαπάνης 16.700.000 δραχμῶν, γ) ἐκ 200 δίκλινων οἰκίσκων ἐλαφρᾶς δομήσεως (Bungalows) (400 κλῖναι), δαπάνης 46.000.000 δραχμῶν, δ) ἐξ 20 οἰκίσκων ἐλαφρᾶς δομήσεως διαμερισμάτων (Bungalows) 60 κλινῶν, δαπάνης 6.900.000 δραχμῶν, ε) ἐκ νυκτερινοῦ κέντρου δαπάνης 12.532.000 δραχμῶν, στ) ἐκ κέντρου ἀναψυχῆς δαπάνης 13.700.000 δραχμῶν, ζ) ἐκ κολυμβητικῶν δεξαμενῶν, ξενοδοχείων καὶ οἰκίσκων (Bungalows), δαπάνης 12.000.000 δραχμῶν καὶ η) μαρίνας κλπ., δαπάνης 30.840.000 δραχμῶν, ἥτοι συνολικῆς δαπάνης 229.522.000 δραχμῶν.

Εἰδικώτερον τὸ κόστος τῶν πρὸς ἐκτέλεσιν ἔργων ἀναλύεται ὡς κατωτέρω :

Α) 13ωροφον Ξενοδοχεῖον (672 κλῖναι).			
-Κτίριον	δρχ.	63.840.000	
-Ἐξοπλισμός	»	13.440.000	
-Κλιματισμός	»	13.570.000	90.850.000
Β) 5ώροφον Ξενοδοχεῖον (120 κλῖναι).			
-Κτίριον	δρχ.	11.400.000	
-Ἐξοπλισμός	»	2.400.000	
-Κλιματισμός	»	2.900.000	16.700.000
Γ) 200 δίκλινα οἰκίσκοι ἐλαφρᾶς δομήσεως (Bungalows) (400 κλῖναι)			
-Κτίρια	δρχ.	38.000.000	
-Ἐξοπλισμός	»	8.000.000	46.000.000
Δ) 20 οἰκίσκοι ἐλαφρᾶς δομήσεως διαμερίσματα (Bungalows) (60 κλῖναι).			
-Κτίρια	δρχ.	5.700.000	
-Ἐξοπλισμός	»	1.200.000	6.900.000
Ε) Νυκτερινὸν κέντρον.			
-Κτίριον	δρχ.	9.582.000	
-Ἐξοπλισμός	»	2.500.000	
-Κλιματισμός	»	450.000	12.532.000
ΣΤ) Κέντρον Ἀναψυχῆς.			
-Κτίριον	δρχ.	10.300.000	
-Ἐξοπλισμός	»	2.700.000	
-Κλιματισμός	»	700.000	13.700.000
Ζ) Κολυμβητικαὶ δεξαμεναί.			
α) Ξενοδοχείων	δρχ.	6.700.000	
β) Οἰκίσκων (Bungalows)	»	5.300.000	12.000.000
Η) Βιολογικὸς καθαρισμός			1.440.000
Θ) Διαμόρφωσις περιβάλλοντος χώρου:			
α) Διαμόρφωσις ἀκτῆς	δρχ.	2.200.000	
β) Διαμόρφωσις παραθαλασίου γηπέδου	»	3.000.000	
γ) Διαμόρφωσις μεσογειακοῦ γηπέδου	»	5.000.000	
δ) Ἀποχετεύσεις, ὕδραυλικά καὶ ηλεκτρολογικὰ καὶ ἐγκαταστάσεις, φω-			

τισμός, τηλεφωνικὸν δίκτυον :

-παραθαλασίου γηπέδου δρχ.	1.000.000	
-μεσογειακοῦ γηπέδου »	2.300.000	
ε) Περιστοιχίσεις, κιγκλι-δώματα :		
-παραθαλασίου γηπέδου »	300.000	
-μεσογειακοῦ γηπέδου »	600.000	14.400.000

1) Μαρίνα, κλπ. 15.000.000

Σύνολον Δρχ. 229.522.000

3. Διὰ τὴν πραγματοποιήσιν τῆς ἀνωτέρω ἐπενδύσεως δέον νὰ δαπανηθῇ ποσὸν διακοσίων εἰκοσιν ἐννέα ἑκατομμυρίων πεντακοσίων εἴκοσι δύο χιλιάδων (229.522.000) δραχμῶν, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ εἰς μετρητὰ κεφαλαίου κινήσεως τῆς ἐπιχειρήσεως.

4. Ἡ διὰ τῆς παρούσης παρεχομένη ἔγκρισις ἀνεγέρσεως τοῦ ὡς ἄνω ξενοδοχειακοῦ συγκροτήματος ἐπέχει θέσιν ἀδείας σκοπιμότητος ὑποκαθιστῶσα πλήρως τὴν ὑπὸ τῶν κειμένων διατάξεων ἀπαιτουμένων τοιούτων τοῦ ΕΟΤ, ἰσχυουσῶν κατὰ τὰ λοιπὰ τῶν, περὶ ἰδρύσεως καὶ ἐπεκτάσεως ξενοδοχειακῶν ἐπιχειρήσεων, κειμένων διατάξεων.

5. Ἡ ἰδρύσις τοῦ ἀνωτέρω ξενοδοχειακοῦ συγκροτήματος ὡς καὶ ἡ ἐπένδυσις ποσοῦ διακοσίων εἰκοσιν ἐννέα ἑκατομμυρίων πεντακοσίων εἴκοσι δύο χιλιάδων (229.522.000) δραχμῶν, δέον νὰ ἔχῃ συντελεσθῇ ἐντὸς ἑξ (6) ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως.

6. Ἡ ἀρμοδιὰ Ὑπηρεσία τοῦ ΕΟΤ ἐντὸς ἐνδὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς υποβολῆς τῆς αἰτήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἥτις δέον νὰ ὑποβληθῇ αὐτῷ τὸ βραδύτερον ἐντὸς τριῶν (3) μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον τοῦ παρόντος ἀρθροῦ προβλεπομένης προθεσμίας, προβαίνει εἰς τὸν ἑλεγχον πρὸς διαπίστωσιν τῆς πραγματοποιήσεως τῆς ἀνωτέρω ἐν παρ. 2 περιγραφομένης ἐπενδύσεως τόσον ὡς πρὸς τὴν φύσιν ὅσον καὶ ὡς πρὸς τὴν ἀξίαν αὐτῆς καὶ συντάσσει ἔκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ, Δ/σιν Ἰδιωτικῶν Ἐπενδύσεων καὶ κοινοποιουμένην εἰς τὸν ἐνδιαφερόμενον. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας τοῦ ἐνδιαφερομένου πρὸς τὸ περιεχόμενον τῆς ἐκθέσεως, ταύτης ἀνακοινομένης δι' ἀναφορᾶς τοῦ πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ ἐντὸς δέκα (10) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς εἰς αὐτὸν κοινοποιήσεως τῆς ἐκθέσεως, ὁ Ὑπουργὸς τοῦ Συντονισμοῦ παραπέμπει τὰ ἀνωτέρω πρὸς πιστοποίησιν θέματα εἰς τριμελῆ Ἐπιτροπὴν συγκροτουμένην δι' ἀποφάσεώς του ἐξ ἐκπροσώπων τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ τοῦ ΕΟΤ καὶ ἐνδὸς ἐκπροσώπου τοῦ ἐνδιαφερομένου ὑποδεικνυομένου ὑπὸ τούτου. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποφαίνεται ἐπὶ τῶν παραπεμπομένων αὐτῇ πρὸς ἐξέτασιν θεμάτων ἐντὸς 25ῆς ἡμέρου ἀπὸ τῆς συγκροτήσεώς της.

7. Ὁ Ὑπουργὸς τοῦ Συντονισμοῦ ἐπὶ τῇ κατὰ τ' ἀνωτέρω πιστοποιήσει τῆς πραγματοποιήσεως τῆς ἐγκριθείσης ἐπενδύσεως ἀποφαίνεται δι' ἀποφάσεώς του, περὶ τῆς πληρώσεως τῶν κατὰ τὰς παραγράφους 2, 3, 5 καὶ 6 ὥρων.

8. Μεταβολὴ ὑπὸ τοῦ Δημοσίου τῶν ὥρων τῆς παρούσης συμβάσεως ἀπαγορεύεται ἄνευ τῆς ρητῆς συγκαταθέσεως τοῦ ἀναλαμβάνοντος τὴν ἐπένδυσιν.

Ἄρθρον 3.

Διὰ τὴν ἐπένδυσιν περὶ ἧς ἡ παροῦσα σύμβασις, παγιοποιούνται αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 10 καὶ 11 τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Ν. 4171/61 ἐπὶ ὅσον χρόνον ἐν αὐταῖς ὀρίζεται. Πᾶσα πάντως ἐπὶ τὸ ευνοϊκώτερον ρύθμισις τῶν διατάξεων τούτων θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν καὶ ἐπὶ τῆς προκειμένης ἐπενδύσεως.

Ἄρθρον 4.

Εἰς περίπτωσιν, καθ' ἣν ἡ, περὶ ἧς ἡ παροῦσα, ἐπένδυσις ἤθελεν ὑπολειφθῇ κατὰ τὴν ἐννοίαν τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἀρθροῦ 1 καὶ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθροῦ 4 τοῦ Ν. 4171/61

τοῦ ὀγδοήκοντα ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (80%) τοῦ ποσοῦ τῆς ἐγκριθείσης ὡς ἄνω ἐπενδύσεως, αὕτη παύει ὑπαγομένη εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου τούτου, ἡ δὲ Ἑταιρεία «Ἀγγελοῦ Ν. Παπαδάκης Ἀνώνυμος Ἑταιρεία - Ξενοδοχειακαὶ καὶ Τουριστικαὶ Ἐπιχειρήσεις» ὑποχρεοῦται εἰς τὴν καταβολὴν παντὸς φόρου, τέλους, δασμοῦ, εἰσφορᾶς κλπ. οὕτινος ἀπηλλάγη κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ Ν. 4171/61, ἐντόκως πρὸς 8% ἐτησίως ἀπὸ τῆς ἡμέρας εἰσγωγῆς κατ' ἀνάλογον ἐφαρμογὴν τῆς διατάξεως τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν. ΒΡΝΗ τῆς 13/16 Φεβρουαρίου 1893.

Τὸ αὐτὸ ἐφαρμόζεται καὶ ἐν περιπτώσει πραγματοποιήσεως ἐπενδύσεως διὰ σκοπὸν διάφορον τοῦ ἐν ἄρθρῳ 2 παράγραφος 2 τῆς παρούσης καθοριζομένου. Ἐπὶ πλέον ἡ τυχὸν χρησιμοποίησις τῶν ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ Ν. 4171/61 εἰσαχθισμένων ἀτελῶς εἰδῶν, διὰ σκοποῦ διάφορον τοῦ δι' ὃν προορίζονται δυνάμει τῆς παρούσης, συνιστᾷ λαθρεμπορίαν, διωκομένην κατὰ τὰς περὶ αὐτῆς κειμένας διατάξεις, ἐφ' ὅσον δὲν κατεβλήθησαν προηγουμένως οἱ κεκαλονισμένοι δασμοὶ κλπ.

Ἄρθρον 5.

1. Διαφοραὶ, ἀνακύπτουσαι μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Ἑταιρείας «Ἀγγελοῦ Ν. Παπαδάκης, Ἀνώνυμος Ἑταιρεία - Ξενοδοχειακαὶ καὶ Τουριστικαὶ Ἐπιχειρήσεις» καὶ ἀναγόμεναι εἰς τὴν ἐρμηνείαν ἢ εἰς ἐνδεχόμενα κενὰ τῆς παρούσης λύονται ἀποκλειστικῶς διὰ διαιτησίας ὑπὸ τριῶν διαιτητῶν κατὰ τὴν ἀκόλουθον διαδικασίαν:

2. Ὁ αἰτῶν τὴν διαιτησίαν δι' αἰτήσεώς του ἀπευθυνομένης καὶ κοινοποιουμένης πρὸς τὸν ἀντισυμβαλλόμενον (προκειμένου δὲ περὶ τοῦ Δημοσίου ἢ περὶ διαιτησίας αἰτήσεις ἀπευθύνεται καὶ κοινοποιεῖται εἰς τὸν Ὑπουργὸν τοῦ Συντονισμοῦ) καθορίζει ἐπακριβῶς τὸ ἀντικείμενον διαφορᾶς καὶ διορίζει τὸν διαιτητὴν αὐτοῦ, προσκαλῶν τὸ ἕτερον μέρος ὅπως προβῇ καὶ αὐτὸ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦ διαιτητοῦ του. Τὸ πρὸς ὃ ἡ πρόσκλησις μέρος ὑποχρεοῦται ἐντὸς προθεσμίας δέκα πέντε (15) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς εἰς αὐτὸ κοινοποιήσεως τῆς ὡς ἄνω αἰτήσεως διαιτησίας ὅπως διορίσῃ τὸν διαιτητὴν αὐτοῦ καὶ κοινοποιήσῃ πρὸς τὸν αἰτοῦντα τὴν διαιτησίαν τὸν τοιοῦτον διορισμὸν.

Παρελθούσης ἀπράκτου τῆς προθεσμίας ταύτης τὸν δευτέρον διαιτητὴν διορίζει ὁ Πρόεδρος τοῦ Ἀρείου Πάγου τῇ αἰτήσει τοῦ ἐπισπεύδοντος τὴν διαιτησίαν.

3. Οἱ διορισθέντες διαιτηταὶ ὑποχρεοῦνται ὅπως ἐντὸς δέκα (10) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τοῦ διορισμοῦ τοῦ δευτέρου διαιτητοῦ ἐκλέξουν κοινῇ συμφωνίᾳ τὸν τρίτον διαιτητὴν ὁ ὁποῖος θὰ εἶναι καὶ Πρόεδρος τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

Μὴ συμφωνούντων τῶν διαιτητῶν εἰς τὸ πρόσωπον τοῦ τρίτου διαιτητοῦ ἢ παρελθούσης ἀπράκτου τῆς προθεσμίας πρὸς ἐκλογὴν αὐτοῦ, τρίτος διαιτητὴς θὰ εἶναι ὁ Πρόεδρος τοῦ Ἀρείου Πάγου καὶ ἐν ἀρνήσει ἢ κωλύματι τούτου ὁ νόμιμος αὐτοῦ ἀναπληρωτής.

4. Οἱ διαιτηταὶ δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ ἐφαρμόζουν τὰς ἰσχύουσας διαδικαστικὰς καὶ οὐσιαστικὰς δικαίου διατάξεις, ἀρρίζουν αὐτοὶ τὴν διαιτητικὴν διαδικασίαν, ἰδίᾳ δικαιοῦνται νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν πᾶν κατὰ τὴν κρίσιν των ἀποδεικτικὸν στοιχεῖον, νὰ ἐξετάζουν μάρτυρας, οἰονδήποτε καὶ ἐὰν εἶναι τὸ ἀντικείμενον τῆς διαφορᾶς, νὰ ἐνεργοῦν αὐτοψίαν, νὰ διατάσσουν πραγματογνωμοσύνην καὶ ἐν γένει

πᾶν πρόσφορον μέτρον διὰ τὴν διευκρίνισιν τῆς ὑποθέσεως καὶ ἀνέυρεσιν τῆς ἀληθείας.

Οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουν κατὰ τὸ ἴσον καὶ δίκαιον, λαμβάνοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης, τὰς ἀρχὰς τῆς καλῆς πίστεως, ὡς καὶ τὰ συναλλακτικὰ καὶ χρηστὰ ἥθη.

5. Οἱ τρεῖς διαιτηταὶ ἐξαιροῦνται ἐὰν ἔχουν οἰονδήποτε συμφέρον εἰς τὴν ὑπὸ κρίσιν αὐτῶν διαφορᾶν. Περὶ τῆς ἐξαιρέσεως ἀποφασίζουν οἱ ἴδιοι οἱ διαιτηταί.

6. Ἐν περιπτώσει ἀρνήσεως ἢ κωλύματος τινὸς τῶν διαιτητῶν ὅπως ἀποδεχθῇ ἢ ἐξακολουθήσῃ τὴν διαιτησίαν ἢ ἐν περιπτώσει ἐξαιρέσεως αὐτοῦ ἀντικαθίσταται οὗτος, ἐὰν μὲν πρόκειται περὶ διαιτητοῦ ὁρισθέντος ὑπὸ τινος μέρους ὑπ' αὐτοῦ ἐντὸς 10 ἡμερῶν, ἀφ' ἧς ἐγνωστοποιήθη εἰς αὐτὸ ἡ ἀρνήσις ἢ τὸ κώλυμα ἢ ἡ ἐξαιρέσις τοῦ διαιτητοῦ, ἄλλως παρελθούσης τῆς προθεσμίας ταύτης ἀπράκτου, οὗτος διορίζεται τῇ αἰτήσει τοῦ ἐτέρου μέρους ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Ἀρείου Πάγου, ἐὰν δὲ πρόκειται περὶ τοῦ τρίτου διαιτητοῦ οὗτος ἀντικαθίσταται, ἐφαρμοζομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τῆς προθεσμίας τῶν δέκα ἡμερῶν ἀρχομένης ἀφ' ἧς γνωστοποιήθη εἰς τοὺς διαιτητὰς ἡ ἀρνήσις ἢ τὸ κώλυμα ἢ ἡ ἐξαιρέσις.

7. Οἱ διαιτηταὶ ὀφείλουν νὰ ἐκδώσουν τὴν ἀπόφασίν των ἐντὸς προθεσμίας ἐξήκοντα (60) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὁρισθείσης δικασίμου.

Ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ εἴτε ὑπὸ τῶν διαιτητῶν εἴτε δι' ἐγγράφου συμφωνίας τῶν μερῶν.

Εἰς τὰς περιπτώσεις τῆς παραγράφου 6 ἡ προθεσμία πρὸς ἐκδοσιν τῆς διαιτητικῆς ἀποφάσεως διακόπτεται καὶ ἀρχεταὶ ἐκ νέου ἀπὸ τῆς ἀντικαταστάσεως τοῦ κωλυμένου ἢ ἀρνούμενου ἢ ἐξαιρουμένου.

8. Οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουν κατὰ πλειοψηφίαν καὶ ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας νικᾷ ἡ ψήφος τοῦ Προέδρου. Τὴν διαιτητικὴν ἀπόφασιν ὑπογράφει ὁ Πρόεδρος τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

9. Οἱ διαιτηταὶ διὰ τῆς ἀποφάσεώς των, κατὰ τὴν κρίσιν των ὀρίζουν τὰ ἔξοδα τῆς διαιτησίας καὶ τὴν ἀποζημίωσίν των, ὡς καὶ τὸν ὑπόχρεων πρὸς καταβολὴν αὐτῶν, δύναται δὲ καὶ νὰ διατάζουν τὸν ἐπιμερισμὸν των.

10. Ἡ διαιτητικὴ ἀπόφασις εἶναι ὁριστικὴ, τελεσίδικος καὶ ἀμετάκλητος καὶ ἀποτελεῖ τίτλον ἐκτελεστόν, μὴ ἀπαιτούμενης τῆς περιαφῆς τύπου ἐκτελέσεως ἢ ἄλλης τινὸς διατυπώσεως, δὲν ὑπόκειται εἰς τακτικὸν ἢ ἑκτακτον ἐνδίκον μέσον καὶ δὲν χωρεῖ κατ' αὐτῆς ἀγωγὴ ἀκυρώσεως ἐνώπιον τῶν τακτικῶν Δικαστηρίων ἢ ἀνακοπῇ.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα σύμβασις συνετάγη εἰς δύο πρωτότυπα ὑπογραφέντα ὑφ' ὅλων τῶν συμβαλλομένων, ἡ δὲ ἰσχὺς ταύτης ἀρχεταὶ ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς της εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Οἱ Συμβαλλόμενοι

Διὰ τὸ Δημόσιον
Ἀναπληρωτῆς
Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ
ΕΜΜ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ

Ὑπουργὸς Οἰκονομικῶν
ΑΔ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

Διὰ τὴν Ἑταιρείαν
ΝΙΚ. Α. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ
ΙΩΣΗΦ Β. ΒΑΓΙΩΝΗΣ